



# Bosch se désengage de la France

## Dans l'indifférence la plus totale !

Le 13 juin se tiendra un comité de groupe à Paris où la direction et les organisations syndicales échangeront sur la stratégie du groupe pour les sites et filiales en France (Rodez, Moulins, Saint-Ouen, Mondeville, Marignier, Vendôme, Vénissieux (Rexroth), Drancy, Saint-Thégonnec).

La direction avance dans sa stratégie de se désengager des sites français afin de délocaliser ses activités en Europe de l'Est et en Asie, et cela malgré les millions d'euros d'argent public, de crédit d'impôts donnés sans contrepartie de maintien des emplois et de développement de nouvelles activités.

La CGT dénonce fermement la destruction systématique et continue de l'emploi orchestrée par la direction de Robert Bosch France et Allemande depuis une dizaine d'années. Nos sites et filiales subissent des attaques sans précédent, menaçant l'existence même de nos emplois et mettant nos sites à mal.

À ce jour, ce sont quatre sites qui sont concernés par des suppressions d'emploi PSE (Rodez, Saint-Ouen) voire des fermetures (Mondeville, Marignier), et la situation des autres sites n'est pas des plus réjouissantes :

- Rodez : Mise en péril du projet Transformation avec la suspension du projet Fresh 2, 250 emplois menacés après 750 emplois perdus depuis 2021.
- Mondeville : PSE en cours, faute de repreneur, fermeture du site, 400 emplois en jeu.
- Saint-Ouen : PSE annoncé, 40 emplois en péril.
- Marignier : Fermeture du site, 170 emplois perdus.
- Drancy/Saint-Thégonnec : La renégociation de l'accord « Home Confort » et le chômage partiel à Saint-Thégonnec suscitent de grandes inquiétudes pour 55 emplois.
- Vénissieux :
  - Site de Recherche : Aucune projection d'avenir suite à la suspension de Fresh 2, 40 emplois en danger.
  - Bosch Rexroth : Risque annoncé de chômage partiel.
- Moulins : Baisse des volumes de 20%.

Au total, en 2024, ce sont plus de 955 emplois qui sont touchés par cette casse sociale inacceptable. Il est temps de dire STOP à cette destruction massive de nos emplois et donc de notre avenir, ainsi que celui de nos familles.

Nous considérons que face à ce que nous promet la direction avec l'avenir plus qu'incertain de nos emplois et les fermetures de site annoncées, nous ne pouvons pas être sans réaction et être fatalistes sur la situation.

La CGT Bosch France est favorable à ce qu'il y ait sur l'ensemble des sites Bosch en France un front commun des salariés s'ils y sont favorables, afin de défendre une autre issue et de stopper cette casse de l'emploi.

En ce sens, la CGT a échangé avec toutes les organisations syndicales afin d'avoir une réponse collective face à la situation catastrophique de l'ensemble des sites en France. Cette démarche doit permettre de créer les conditions d'une intersyndicale au niveau national afin de coordonner toute action qui pourrait être décidée. Ces premiers échanges vont dans le sens et correspondent à ce qui a été fait et annoncé par l'intersyndicale (SUD-CFE/CGC-CGT) le 12 décembre sur le site de Rodez lors de l'AG du personnel avec nos revendications communes.

- Transformation du site hors diesel (comme vendu dans le PSE par la direction aux salariés).
- Prolongation au-delà de 2028 et annuellement de l'accord pour permettre la transformation.

À ce jour, la direction qui s'était engagée à revenir en janvier vers les syndicats afin d'apporter des réponses à nos demandes, continue de gagner du temps ne nous ayant toujours pas convoqués. Elle nous a juste informés vouloir supprimer la notion de transformation du site de l'accord et potentiellement la venue d'une fabrication pour 80 emplois.

Pour la CGT, cela ne va pas dans le sens de ce que les salariés ont décidé par leur vote en 2021. Il est hors de question pour nous si la direction reste campée sur ces positions de l'accompagner vers un avenir plus qu'incertain pour le site et nos emplois. Fidèle à nos engagements, pour la CGT, la décision appartiendra aux salariés. En ce sens, la CGT est favorable à la tenue d'une AG du personnel en intersyndicale et cela dès que la direction nous aura informés officiellement de sa stratégie pour notre site prévu fin juin début juillet.

**Sur le site de Saint-Ouen :** La CGT a tenu des AG de salariés pour les informer du contenu du PSE et décider avec eux des revendications à défendre. L'avis définitif devra être rendu le 20 juin. La CGT décidera avec les salariés de la signature ou non de ce PSE.

La situation des sites en France ne doit pas être une fatalité. Elle est le résultat depuis de nombreuses années de choix politiques et de stratégies patronales visant à augmenter leur profit aux détriments de nos emplois et qui plus est avec l'argent de nos impôts.

Pour la CGT, nous ne pouvons pas accepter cette vision qu'ils nous promettent car elle se fait contre celles et ceux qui produisent et ont produit les richesses du Groupe Bosch, nous les salariés. Il nous appartient de décider si nous voulons prendre en main notre avenir avec dignité ou laisser la casse de nos emplois se faire dans l'indifférence la plus totale.

**Dites STOP à la casse des emplois sur les sites BOSCH en France !**

**MONDEVILLE**  
PSE du site et projet de vente  
100 supprimés à terme 500 supprimés

**MOULINS**  
Baisse des volumes et incertitude pour son avenir à court terme  
20% de baisse

**SAINT-THEGONNEC et DRANCY**  
« Home confort »  
Chômage partiel  
Renégociation de l'accord PSE  
55 Emplois

**VENDOME/**  
RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE

**SAINT-OUEN**  
PSE du centre technique bancs de test  
40 Emplois supprimés

**MARGNIER**  
Fermeture du site  
158 Emplois supprimés

**VENESSEUX**  
Plus d'avenir pour le site de recherche  
40 Emplois menacés/fermeture

**RODEZ**  
Fin du projet de transformation de Rodez sans FRESH2  
250 Emplois menacés après 750 emplois de perdus

**REXROTH VENESSEUX**  
Menace de chômage partiel après des records de dividendes

**ENSEMBLE... INTERPELLONS NOTRE DIRECTION**

**STOP ! aux racketts des salariés et contribuables**  
**STOP ! aux fermetures de sites**

Les subventions d'état pour la sauvegarde et la création d'emplois en France.

